

« L'INVESTISSEMENT AU MAROC (1912-1964) » *

de Abdel Aziz Belal

J'éprouve un immense plaisir et une grande joie à pouvoir présenter aux lecteurs du « Bulletin Economique et Social », l'ouvrage tant attendu de M. le professeur Abdel Aziz Belal : *L'investissement au Maroc (1912-1964) et ses enseignements en matière de développement économique*. En effet, pour la première fois dans l'histoire du Maroc, est présentée une œuvre aussi complète sur l'économie marocaine ; car au-delà de l'étude du problème de l'investissement, c'est bel et bien un bilan analytique d'une remarquable précision, embrassant l'ensemble de la politique économique du Maroc depuis l'installation du protectorat jusqu'à l'année 1964, que l'auteur nous présente.

Si l'œuvre est présentée en deux parties historiques distinctes — la période du protectorat et la période du retour à l'indépendance — c'est qu'à cela il y a une raison profonde et l'auteur le souligne avec force ; le sous-développement étant en effet un phénomène essentiellement historique, il ne peut être combattu que par la prise en considération consciente de tout l'héritage du passé. M. Belal montre ainsi clairement que, dès lors que ce passé est caractérisé par la dépendance économique liée elle-même à la dépendance politique, l'investissement réalisé durant cette époque comporte des spécificités tant par sa nature et son volume que par son mode de financement. Analysant les particularités se dégageant de cette spécificité de l'investissement colonial, l'auteur s'élève à une conception qui nous paraît fondamentale. Il remarque en substance que :

d'une part, l'examen concret des faits révèle l'existence de secteurs d'investissement privilégié et de secteurs de sous-investissement et

d'autre part, par le fait même que les décisions d'investissement appartenaient au protectorat ou à des groupes privés étrangers, un phénomène particulier a régi l'orientation des investissements : le « satellitisme » économique et monétaire qui s'est établi entre l'économie marocaine et la métropole.

* Editions Mouton et C^{ie}, 1968, Paris - La Haye. — Rappelons que cet ouvrage est la thèse de doctorat ès sciences économiques, soutenue par M. Belal en 1965, et qui fut couronnée par le Prix de Thèse de l'Association des Amis de l'Université de Grenoble.

Le satellitisme et l'orientation des investissements qu'il implique exercent une influence réciproque dont la conséquence directe est le blocage de la croissance économique du pays et la crise de l'économie dite « périphérique ». Dans cette optique l'auteur révèle d'ailleurs comment le cas marocain présente une originalité par rapport à d'autres économies du tiers-monde. Ayant été pourvu d'une infrastructure « matérielle » relativement développée, le Maroc n'a pu bénéficier de tous les « effets entraînants » qu'elle aurait dû normalement engendrer, d'une part parce qu'elle servait d'abord l'activité exportatrice établie en fonction d'intérêts économiques étrangers et non d'intérêts économiques nationaux, d'autre part parce qu'il y a eu non-aménagement des « effets inducteurs », étant donné la disproportion résultant de l'importance des sommes engagées et des résultats productifs obtenus. De ce fait, l'infrastructure a constitué un fardeau pour le Maroc indépendant, fardeau d'autant plus lourd que le contenu et surtout les résultats des programmes de développement postérieurs à l'indépendance n'ont pu acheminer le pays vers un processus de développement véritable, capable d'alléger le coût d'entretien de l'infrastructure.

La stagnation économique postérieure à l'indépendance est l'occasion pour M. Belal de démontrer clairement l'échec des tentatives de planification que connut le pays ; ceci est particulièrement évident pour le premier plan quinquennal (1960-1964) qui, faute de moyens adéquats, n'a pu réaliser les objectifs qu'il s'est assignés au départ ; on a vu ainsi combien il est illusoire de vouloir adapter au cas marocain une planification de type indicatif qui laisse le soin au secteur privé de réaliser la plus grande partie de ses projets.

Dès lors, M. Belal propose une stratégie du développement basée sur une planification authentique et pleinement consciente, se donnant les moyens de sa propre réalisation.

Au premier plan de ces moyens se trouve la mobilisation du capital interne et des forces vives de la nation. A ce sujet l'auteur fournit une évaluation de ce que pourrait être le « surplus potentiel » au Maroc. Ce surplus s'il était mobilisé dans le cadre d'une volonté consciente du développement, notamment dans le contexte d'une réforme agraire, d'une utilisation rationnelle du potentiel humain, et d'une lutte contre le gaspillage, pourrait atteindre le triple du taux d'épargne réalisé actuellement.

M. Belal, qui est partisan d'une planification véritable où le secteur privé joue un rôle subordonné, n'en accorde pas moins une grande importance au relèvement du niveau de vie de la masse paysanne, à une politique efficace de formation des cadres où l'élément humain ne le cède en rien à l'élément matériel.

Cette phrase résume admirablement bien sa pensée lorsqu'il écrit que « l'effort principal est à assumer avant tout par les intéressés eux-mêmes grâce à leur volonté, leur lucidité, et leurs sacrifices non vainement consentis et humainement acceptables ».

Si M. Belal, avec une modestie qui lui fait honneur, propose une stratégie du développement pour le Maroc, basée sur « la maximisation des effets multiplicatifs de l'investissement », il n'en demeure pas moins que ses analyses, empreintes d'une rigueur scientifique incontestable et d'une grande probité intellectuelle, constituent des lignes de recherche et de conduite pour l'ensemble du Tiers-monde.

A. AGOURRAM